

Conférence

Du 1er Novembre 2017

« L'économie Tunisienne : défis et perspectives »

M. Ahmed ELKARAM

Président du directoire de l'AMEN Bank et Président de l'Association professionnelle tunisienne des banques et des établissements financiers

Campus de l'Université Européenne de Tunis

L'économie Tunisienne : défis et perspectives

Avant de parler des perspectives de l'économie tunisienne, il faut se mettre d'accord d'une manière raisonnable et sereine sur les défis de l'économie tunisienne. Nous pouvons retenir trois défis ; à savoir :

Le premier défi, c'est **la lutte contre la pauvreté** : c'est un défi très important. Les chiffres font peur, plus de 600 000 tunisiens sont sans emploi en 2017, et que le de ceux qui vivent au-dessous du seuil de la pauvreté et de plus en plus croissant. La politique fondamentale est donc de lutter contre la pauvreté qui implique une option fondamentale ; la croissance. Il n'y a que la croissance qui permet la richesse, et la question d'après c'est la répartition de la richesse.

Notre premier souci doit être de créer et de développer les ingrédients de la croissance à tous les niveaux ; au niveau de la politique économique, au niveau du choix de l'investissement et au niveau des orientations des capitaux financiers.

Dans ce cadre, une priorité doit être accordée à la thématique de pauvreté. *« Comment pouvons-nous, parallèlement à la croissance, enclencher un équilibrage de la répartition des revenus et des richesses entre les régions et les populations ? »*. Il existe quatre mesures fondamentales :

- 1- Il faudrait orienter et en priorité **les investissements publics vers les régions défavorisées**. On ne peut pas dire à un médecin ou à un avocat d'aller travailler dans une zone de l'intérieur s'il ne trouve pas le confort

de vie et de bonnes conditions de vie, s'il n'y a pas un moyen de transport rapide, s'il ne trouve pas des structures d'éducation pour ses enfants, s'il ne trouve pas des soins nécessaires pour sa famille et si et si ... La création de l'environnement de vie est une responsabilité du gouvernement qu'il y doit consacrer les moyens nécessaires pour l'infrastructure à la fois matérielle et surtout humaine.

La diffusion des compétences humaines à l'intérieur est indispensable et elle passe par le confort matériel qu'il faut installer, et c'est déjà des investissements qui vont susciter la croissance économique.

- 2- La deuxième mesure qui est encore importante est **l'inclusion financière**. En 2017, 4 millions de tunisiens n'ont pas de comptes bancaires. sans des comptes bancaires, on est à la marge de la société et de l'économie moderne, on n'est pas au niveau des flux organisés des transactions économiques.

L'inclusion financière est indispensable, il y a plusieurs moyens pour ça, mais le moyen le plus important, c'est la *micro-finance*. Une fois managée et gouvernée convenablement, elle devient une merveille économique. Les sociétés de la micro-finance s'installent à l'intérieur du pays (dans les régions de l'intérieur) et qui donnent des petits crédits mais en plus qui assurent quelque chose de fondamentale ; elles assurent le suivi. Elles accompagnent et encadrent le bénéficiaire du crédit pour qu'elles puissent lui apporter le conseil qu'il faut afin que son projet se réalise convenablement.

La création des sociétés de la micro-finance dans toute la république prendra en charge la grande masse des diplômés qui sont

actuellement en chômage et de leur créer des sources de revenu permanent et de les encadrer.

Les banques doivent être présentes dans cette dynamique. Elles peuvent susciter les sociétés de la micro-finance, peuvent susciter des mécanismes de référencement des mécanismes de la micro-finance. Par exemple, le système bancaire tunisien a parrainé au début de l'année 2017 un crédit syndiqué de 111 million de dinars collectés des 13 banques pour financer INDA (la première société tunisienne de la micro-finance).

La micro-finance s'adresse à une couche petite de la population, à savoir l'activité artisanale. *Alors quoi pour la PME ?* Nous avons besoin de la PME, qui est notre vecteur de croissance économique, d'investissement, d'exportation et d'emploi. La banque ne peut pas financer directement la PME, Il faudrait des structures adaptées. Nous avons en Tunisie la banque de financement de la PME (BFPME) ; cette banque doit s'installer dans les régions et être l'opérateur fondamental des fonds de gestion qui vont se créer dans les régions et qui seront gérés par des techniciens chevronnés et qui vont aider le projet à se constituer (vu que la plupart des hommes et des femmes d'affaires n'ont pas la culture bancaire pour présenter un dossier bancable). Il faut ensuite aider ces entreprises à travailler dans un environnement hostile.

Le deuxième défi est **le budget de l'Etat**. Après la révolution, nous avons fait une gestion très laxiste de la chose publique. Un recrutement du personnel en centaine de milliers supplémentaires, sans emploi productif et rentable. Un laxisme au niveau de la gestion des différents défis auxquels est affronté le budget de l'Etat, ce qui fait que la majorité du

budget de l'Etat est bouffé par les dépenses courantes et essentiellement par les salaires sans réserver la part qu'il faut aux dépenses et investissements créateurs de croissance et des revenus futurs.

Le déficit budgétaire qui était avant la révolution de 3% par rapport au PIB, tend actuellement vers 8%. Le taux d'endettement qui était de l'ordre de 45% en 2010 est de nos jours à 70%, ce qui représente une situation « explosive » à ne pas durer !

La solution trouvée par le gouvernement est d'augmenter les impôts. On augmente les impôts pour les entreprises, on les asphyxie, et on augmente l'impôt pour les personnes physiques donc on réduit le revenu disponible. Dans les deux cas c'est **négatif**, puisqu'il véhicule la mauvaise image et un désespoir alors qu'on a besoin de **la confiance** pour faire redémarrer l'économie.

On ne peut pas demander à une entreprise à qui on vient d'augmenter les impôts (TVA, droits d'enregistrement, retenus sur les revenus...) d'investir davantage, elle n'a plus les moyens d'investir. On ne peut pas demander à des personnes physiques qui voient leurs revenus baisser année après année, qui voient les prix augmenter, d'épargner, ils n'ont plus de revenus pour les épargner. S'il n'y a pas d'épargne, il n'y a pas d'investissement. S'il n'y a pas d'investissement, il n'y a pas de croissance.

Il faut donc trouver d'autres pistes. Au lieu d'augmenter les impôts, il faut « mettre de l'ordre dans les dépenses ». Il y a beaucoup de gaspillage. Prenons le cas de la caisse de compensation. La Tunisie est le rare sinon le seul pays pour la compensation des produits alimentaires et des produits pétroliers et qu'on ne donne pas au revenu pour faire

bénéficier les populations les plus faibles, mais données aux dépenses. A mesure que vous dépensez, vous êtes subventionnés.

Plus grave encore, la subvention profite aux tunisiens et aux non tunisiens. Les touristes qui viennent en Tunisie profitent de la subvention. Encore, le gaspillage au niveau de la consommation (les baguettes jetées dans les poubelles chaque année ...), la règle fondamentale alors est que la subvention doit toucher les classes et les couches nécessitantes à ceci. Il s'agit alors de chercher tous les citoyens tunisiens qui sont dans une situation précaire et leur donner un supplément de revenu destiné à faire face à la libéralisation des prix des produits subventionnés.

Une libéralisation permettra une équité au niveau de la répartition du budget de l'état et de minimiser le gaspillage au niveau de la consommation. La même chose que pour l'énergie puisque la Tunisie est un pays déficitaire en matière d'énergie. Il y a d'autres solutions et moyens pour l'énergie :

- L'énergie nucléaire : il faut engager une réflexion sur une démarche pour l'énergie nucléaire en Tunisie.
- L'énergie renouvelable : on peut installer une centrale électrique basée sur l'énergie solaire.
- L'efficacité énergétique : nous avons un gaspillage énorme puisqu'on n'a pas des instruments de qualité de cogénération pour rationaliser la consommation énergétique de nos entreprises.
- Le gaz de schiste et le pétrole de schiste : les USA sont le premier producteur mondial de gaz, en 2018, ils seront le premier producteur mondial du pétrole, et c'est grâce au pétrole et au gaz du schiste. Certes, il y aura des conséquences néfastes sur l'environnement, mais

il n'y a aucune production qui n'a pas de complications par ailleurs, mais tout se traite et tout reste à étudier.

Il y a alors des pistes si le gouvernement s'occupe de lutter contre le gaspillage de la compensation qui est actuellement de l'ordre de 3,8 milliard de dinars, on peut facilement gagner sans aucun problème 1 milliard de dinars.

La deuxième question fondamentale et qui est d'application automatique ; est que l'Etat tunisien a des créances sur la clientèle. Ce sont des impôts qui ont été facturés mais non payés, et qui sont de l'ordre de 9 milliards de dinars. Certes, beaucoup de ce montant sont des montants carbonisés ; des montants sur des personnes qui sont décédées, des entreprises qui ont fait faillites, mais avec ça, il y a un montant qui peut être récupéré et qui s'élève à 2.8 milliards de dinars. La solution est alors de commencer par récupérer ce montant au lieu d'instituer de nouveaux systèmes d'imposition. Pourquoi ne pas faire appel par exemple aux cent milles fonctionnaires en Tunisie, qui et selon le ministre de l'emploi, ne font rien ou du moins qui ne font pas le travail qu'il fallait faire. Nous pouvons prendre même 40000 et les former pour le recouvrement de la créance. Chose qui permettra de transformer une charge (les salaires à payer) en une source de récupération de l'argent perdu de l'Etat. Donc des recettes supplémentaires pour le budget de l'Etat.

Une troisième question importante, ce sont les mesures de loi. Depuis la révolution, les lois de finance qui se sont succédé ont introduit dans l'arsenal fiscal 500 mesures d'augmentation d'impôts, mais la part de ces mesures qui a été introduite est très faible. Alors il y a des mesures qui ne sont pas entrées en application tel le cas des caisses

enregistreuses qui été supposé apporter 400 millions de dinars au budget de l'Etat.

La quatrième question est la privatisation. Nous avons des entreprises déficitaires et l'Etat n'arrive plus à les gérer, en plus il est en train de les alimenter. Par exemple, l'Etat été obligé d'alimenter la STB par 750 millions de dinars. Il faut oser la privatisation, commençons d'abord par les banques, par les opérateurs téléphoniques, par les cimenteries...cela récoltera au minimum 1 milliard de dinars supplémentaire au budget de l'Etat.

Avec des mesures simples et réelles on peut récolter quatre milliards de dinars sans pour autant augmenter les impôts et causer des problèmes sociaux.